

GOUVERNANCE MONDIALE

Exiger l'impossible !

Raymond Klein

Dans un monde de plus en plus interdépendant, la question n'est pas de savoir s'il faut une gouvernance, mais laquelle... et pour quoi faire.

Bras de fer au sein de l'Union européenne, catastrophe nucléaire au Japon, intervention militaire controversée en Libye... Les organisateurs n'avaient assurément pas prévu la multiplication de crises internationales au moment même de la tenue du colloque sur la gouvernance mondiale, sujet qui pouvait paraître philosophique il y a six mois. Ce qu'ils avaient planifié, comme l'a rappelé lors de la séance d'ouverture le 23 mars au soir René Leboutte, professeur d'histoire contemporaine à l'Université du Luxembourg, c'était l'approche interdisciplinaire : aborder le concept de gouvernance aussi bien par le côté des sciences humaines que par celui des institutions du monde réel.

A cet égard, le choix de Pascal Lamy comme « star » des trois journées parisiennes consacrées à la gouvernance mondiale était judicieux. L'actuel directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) est en effet passé par, selon sa propre terminologie, « les trois états de la gouvernance » : le national - solide, l'europpéen - liquide et l'international - gazeux. Certes, la gauche radicale considère l'ancien conseiller ministériel de Jacques Delors et de Pierre Mauroy comme un traître aux idées socialistes, mais personne ne met en doute son intelligence et sa lucidité. Homme d'action, il sait aussi théoriser ce qu'il fait. En matière de gouvernance, il a développé l'idée que trois qualités étaient nécessaires, à savoir la légitimité, le leadership et l'efficacité. Or, alors que

les pouvoirs locaux et nationaux les réunissent en un seul lieu politique, cela n'est plus tout à fait le cas au niveau européen, et encore moins au niveau international. A ce dernier niveau, selon Lamy, c'est l'ONU qui bénéficie d'une certaine légitimité, le leadership se retrouve surtout du côté des structures comme le G-20, alors que les seules institutions efficaces sont l'OMC ou le Fonds monétaire international.

« L'Union européenne est le seul vrai laboratoire de ce que peut être une gouvernance supranationale », a estimé Pascal Lamy. Et d'énumérer les succès : efficacité, paix, prospérité, leadership international, par exemple en matière d'environnement. Mais : « Là où ça coïncide sérieusement, c'est au niveau de la légitimité. C'est loupé. » Lamy renvoie aux taux de participation aux élections européennes et qualifie l'Union d'« espace institutionnel froid ».

Lamy et la mythologie

Une question de la salle reprendra la thèse des critiques de Lamy, qui reprochent aux sociaux-libéraux d'avoir dégoûté les populations de l'Europe en privilégiant l'économie aux dépens du social. Mais Lamy privilégie une explication anthropologique de l'absence de sentiment d'appartenance européenne. Le mythe fondateur d'une paix faisant suite à deux guerres européennes serait un anti-mythe, car la plupart des systèmes de pouvoir seraient fondés sur un conflit violent mythique.

Autre leçon à tirer du « laboratoire » européen selon Pascal Lamy : une gouvernance supranationale est gérable, si on ne s'acharne pas à reproduire à l'identique les structures

de l'Etat-nation. Une gouvernance mondiale n'échouera pas pour des raisons organisationnelles : « A cela, on trouve toujours des solutions, mais au niveau symbolique, il sera difficile de mettre en place un sentiment d'appartenance supranationale. » Lamy est convaincu que la légitimité politique est fonction directe de la proximité. Notons qu'en cela il ignore des contre-exemples impressionnants comme le catholicisme et le socialisme marxiste - qui ont investi d'une grande légitimité des instances globales comme la papauté et les Internationales.

Lamy cite le défi environnemental comme mythe fondateur mondial possible, mais s'en méfie parce que ce serait surtout « une grande peur » - une réflexion qui ne surprend guère de la part d'une personnalité proche des milieux économiques. C'est plutôt du côté d'un enchevêtrement des structures supranationales que le directeur d'une de ces structures entrevoit le salut. A défaut d'une légitimité supranationale, l'on retransférerait vers le niveau national la responsabilité de la mise en oeuvre des solutions aux questions globales élaborées au niveau des institutions internationales. Bien entendu, les critiques ne manqueront pas de retrouver dans cette proposition la recette éprouvée consistant à faire prendre « par Bruxelles » les décisions pour lesquelles font défaut des majorités démocratiques nationales.

Au-delà d'une saine méfiance, il faut reconnaître que la piste indiquée par Lamy n'est pas dépourvue d'intérêt. L'exposé détaillé, par Philippe Poirier de l'Université du Luxembourg des différents usages du mot « gouvernance » (voir interview dans le woxx 1103), aura convaincu le pu-

blic de la complexité des intérêts en jeu. Pour lui, mettre en place des instances internationales n'affaiblit pas forcément l'Etat-nation. Contredisant l'idée que le partage du pouvoir entre les échelons politiques serait un jeu à somme nulle, il estime que la gouvernance mondiale pourrait aussi permettre aux gouvernements nationaux de s'affirmer face au pouvoir des marchés internationaux.

A côté de telles interventions généralistes et philosophiques, le colloque comportait aussi des contributions hautement spécialisées. Ainsi Yves Boyer de la Fondation pour la recherche stratégique, traitant des « Etats effondrés », a gratifié le public de son expertise de l'actualité libyenne. Sans qu'il se prononce clairement, il a semblé sceptique par rapport à l'intervention internationale, allant jusqu'à rappeler la manière dont « l'effondrement » de l'Etat polonais au 19e siècle avait servi de prétexte aux intentions prédatrices de ses voisins.

Experts du court-terme

Le sujet a également été abordé par Nicolas Schmit, ministre du travail luxembourgeois : protéger des citoyens contre un dictateur fou serait juste, et l'Europe désunie n'aurait pas donné une bonne image d'elle-même. Sur un ton « idéaliste », Schmit a aussi rappelé que Jean Monnet considérait l'unification européenne comme une étape vers un monde unifié. Il s'est ensuite montré critique par rapport à la dérive économe de la politique européenne. Enfin, les difficultés actuelles de l'Union ne seraient pas dues, comme l'avait suggéré une question du public, à la médiocrité du personnel politique,

Glaives et croix.
Nicolas Schmit,
Pascal Lamy et
Eric de Moulins-
Beaufort.

mais aux excès de la démocratie médiatique.

L'impression générale qui s'est dégagée des nombreuses interventions « techniques » du colloque a été celle de raisonnements à court terme et de frilosité envers des idées généreuses. Ainsi un conférencier a estimé qu'il ne fallait pas étendre la convention de Genève aux migrants climatiques, un autre s'est mis à défendre les paradis fiscaux, sans lesquels le système financier international s'effondrerait.

Soulignons tout de même que Pascal Lamy a tiré la sonnette d'alarme : « Ne pas progresser vite en matière de gouvernance mondiale serait un risque. Dans le sillage de la globalisation, les réflexes identitaires se développent et pourraient conduire à un retour des conflits. » Pourtant, face à la suggestion que les jeunes étaient ouverts à l'idée d'identité européenne, il s'est montré cynique : « ... sauf qu'ils ne votent pas ou peu. »

Cela n'a pas empêché Mélaïne Mesnier, étudiante en Master de gouvernance européenne de l'Université du Luxembourg, de juger intéressantes les interventions des politiciens. « Le fait qu'ils sont confrontés à la réalité donne à leur point de vue un décalage par rapport aux universitaires un peu 'bien pensants'. » Son camarade Pedro Carneiro a préféré l'exposé de la chercheuse critique Saskia Sassen, appréciant particulièrement les graphiques simples, le côté factuel et la dénonciation des inégalités. Interrogée par le woxx sur le côté sombre des questions de gouvernance et de mondialisation, Mesnier a souligné que pour changer les choses, il fallait prendre conscience des difficultés. « De toute façon, je suis d'un naturel optimiste. »

Il est vrai que le colloque s'est déroulé dans un environnement de rêve : trois journées de soleil à Paris, en plein Quartier latin, entre les murs du Collège des Bernardins datant du 12^e siècle. Cette institution ayant coorganisé la manifestation, les aspects spirituels de la question ont également été abordés. Lukas Sosoe, professeur de philosophie de l'Université du Luxembourg, a rappelé les fondements éthiques de la gouvernance mondiale. Remontant jusqu'à l'époque de la Rome chrétienne, il a surtout insisté sur le travail de Kant. L'utopie d'un fédéralisme s'étendant progressivement à tous les Etats nécessiterait, selon Sosoe, une raison publique mondiale, fondée sur des arguments politiques et non religieux.

De leur côté, les intervenants issus du monde catholique ont insisté sur l'universalité contenue dans le message de l'Eglise. Cela a conduit

à des raisonnements fort intéressants, comme celui d'Eric de Moulins-Beaufort, évêque auxiliaire de Paris, évoquant « l'espérance issue de l'Histoire » - sans doute une façon de dire que nous vivons dans un monde en devenir.

Gouvernance contre démocratie ?

Par rapport à ces visions très larges, mais aussi très floues, la discussion entre les catholiques Yves Boyer et Jérôme Vignon a été instructive. Le premier, interpellé sur la noirceur de son exposé par le second, a souligné qu'au vu de la faiblesse des moyens humains, son espoir était fondé sur la présence de « l'esprit » dans le monde. Vignon au contraire semblait plus optimiste et plus entreprenant : il a expliqué comment l'action en Libye était « risquée mais rationnelle ».

Entre « l'esprit » et l'odeur de poudre, une partie du public s'est sans doute sentie un peu assiégée. Mais une autre partie des spectatrices et spectateurs était plutôt « vieille France », et a dû apprécier... Plus encore que certaines interventions, les questions du public péchaient souvent par un hexagonalisme aigu. Notons aussi que, entre la dénonciation de l'Allemagne, de la Chine ou du libéralisme économique en général, et la glorification de la mondialisation et des institutions internationales, l'espace idéologique était presque désert. Ailleurs, il en est autrement : dans le dernier numéro de la revue Foreign Affairs on trouve ainsi des analyses critiques et nuancées du monde post-néolibéral et du nouveau G-20.

Heureusement, certaines interventions se positionnaient à contre-courant. Ainsi il y avait la « non-intervention » d'Osamu Nashitani, qui avait choisi de rester auprès de sa



PHOTOS : RAYMOND KLEIN

POLITIK



Une ville « complexe et bordélique », qui dure, qui dure. Arènes de Lutèce à l'heure de midi.

famille et de son peuple à l'heure la plus sombre de l'histoire japonaise d'après-guerre. Dans une lettre lue au public, il avait insisté sur le paradoxe d'une « civilisation dépendant de l'énergie nucléaire, alors que la radioactivité est contraire à l'humanité », évoquant une « impasse de la civilisation ».

En moins émouvant mais en plus violent, l'exposé d'Yves Charles Zarka mettait en question les fondements même du colloque. Annonçant la couleur avec un « Je parlerai sans nuance », le philosophe spécialiste de Hobbes s'est attaché à démontrer la notion de gouvernance. Selon lui, ce paradigme servirait à « dissoudre le politique dans l'économie et la finance », les valeurs démocratiques étant réduites à une fonction purement décorative. Zarka a ainsi montré que la recherche en sciences humaines peut se démarquer du mainstream idéologique, même si certaines de ses brillantes tirades ressemblaient plus à un discours de manifestant qu'à un exposé scientifique. Il faut tout de même regretter que cette mise en question virulente de la gouvernance ait eu lieu vers la fin du colloque, et on rêve à ce qu'aurait donné une confrontation avec Pascal Lamy dès le premier jour...

Le temps des faibles

Quelque justifiées qu'aient été les mises en garde de Zarka, l'intervention du politologue Jean-Pierre Gaudin a rappelé que la notion de gouvernance peut aussi être mise au service de l'émancipation humaine. Sans complaisance il a montré les possibilités et les limites de la gouvernance dite participative. Contrairement à Zarka, Gaudin considère que démocratie représentative et « fic-

tion majoritaire » ne constituent que des systèmes de gouvernance parmi d'autres.

« Une ville comme Paris est complexe et bordélique, elle rassemble les puissants et les faibles. Les grandes villes survivent aux firmes et aux gouvernements. » Entre les vieux murs des Bernardins, l'argument de la New-yorkaise Saskia Sassen son- nait encore plus convaincant que d'habitude, quand elle raisonne sur

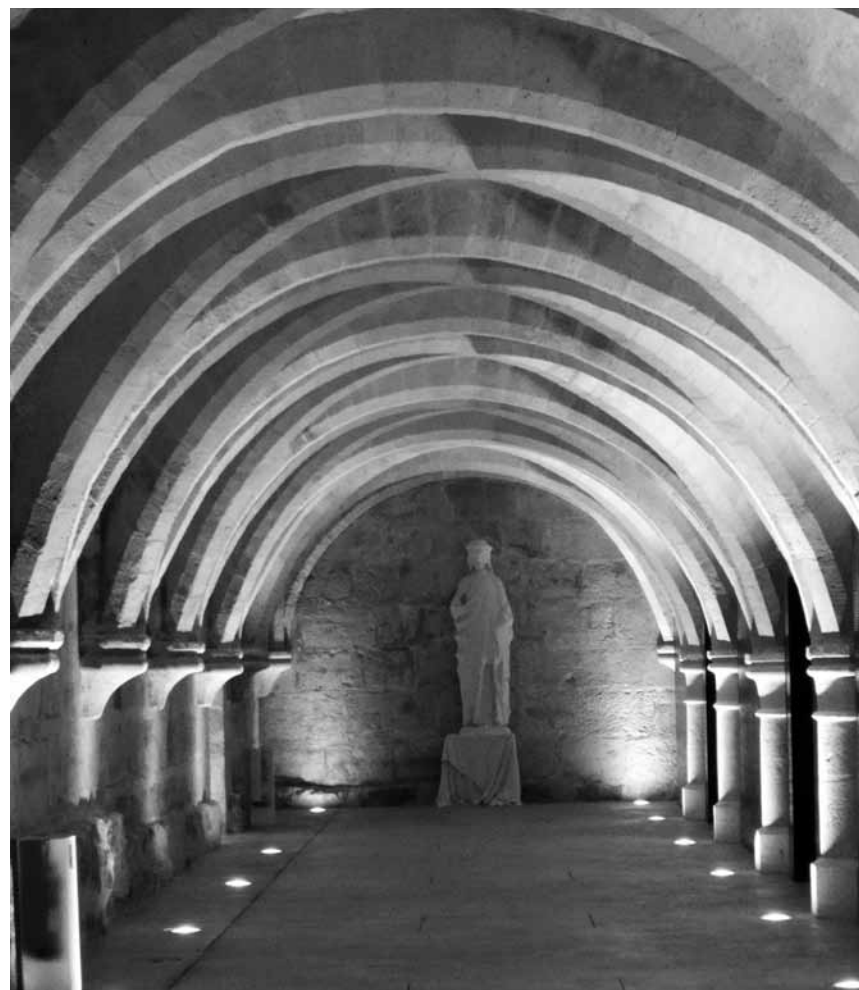
l'exemple de sa ville de résidence. Les paradigmes cachés de la mondialisation sont en quelque sorte le dada de la sociologue progressiste, célèbre pour avoir, dès 1991, publié un livre intitulé « The global city ». Pour aborder la gouvernance, elle a présenté ses recherches en matière de « land grabbing » (voir aussi woxx 1099) : l'appropriation de larges propriétés par des multinationales ou des Etats étrangers. Ces contrats, qui limitent

les droits territoriaux nationaux, soulèvent de nouveaux problèmes en matière de souveraineté. Un exemple extrême est le contrat d'acquisition de terres passé entre le Pakistan et quelques Etats du golfe persique, qui prévoit une force de protection de 100.000 soldats contre... les fermiers pakistanais lésés.

Ce genre d'internationalisation est peut-être déplaisant, mais montre selon Sassen que les Etats sont prêts à se soumettre à des logiques supranationales. Interpelée sur le fait que les rapports de force ne favorisent pas les intérêts de ceux qui auraient le plus besoin de nouvelles régulations, elle a précisé qu'il fallait raisonner sur le long terme. « Il y a des Etats et des institutions qui savent 'gouverner' leur pouvoir. » En apparence, les puissants écrivent l'histoire, mais en réalité le temps de l'histoire est trop long pour qu'ils le saisissent. « En abusant de leur pouvoir, ils contribuent à leur propre décadence. »

Ne faut-il pas provoquer des ruptures ? « Les ruptures sont souvent déclenchées par les puissants eux-mêmes, comme dans les dictatures d'Amérique latine ou au sein du bloc soviétique. » En attendant que les puissants ruinent leur puissance, Sassen insiste sur l'importance de s'organiser localement. L'existence de structures locales est importante pour créer des contre-pouvoirs. Et parce que « les gens en bas de l'échelle sont souvent trop fatigués ou trop malades pour agir ». D'autres intervenants, avaient évoqué la gouvernance construite par le bas, dans un esprit plutôt gestionnaire. Pour Saskia Sassen au contraire, c'est le changement qui se construit et se gouverne par le bas.

Les Bernardins, le souffle de l'histoire.



woxx - déi aner wochenzeitung / l'autre hebdomadaire, früher: GréngeSpoun - wochenzeitung fir eng ekologesch a sozial alternativ - gegründet 1988 - erscheint jeden Freitag • **Herausgeberin:** woxx soc. coop. • **Redaktion und Layout:** Luc Caregari (luc.caregari@woxx.lu), Karin Enser (karin.enser@woxx.lu), Léa Graf (lea.graf@woxx.lu), Richard Graf (richard.graf@woxx.lu), Susanne Hangarter (susanne.hangarter@woxx.lu), Jacque Hueber (jacque.hueber@woxx.lu), Raymond Klein (raymond.klein@woxx.lu), Renée Wagener (renee.wagener@woxx.lu), David Wagner (david.wagner@woxx.lu), Christiane Walerich (christiane.walerich@woxx.lu), Danièle Weber (daniele.weber@woxx.lu). Unterzeichnete Artikel und Grafiken geben nicht unbedingt die Meinung der Redaktion wieder. Die Redaktion behält sich Kürzungen vor. **Karikaturen:** Guy W. Stoons • **Fotos:** Christian Mosar • **Verwaltung:** Martine Vanderbosse (admin@woxx.lu) • **Bürozeiten:** Mo. - Fr. 9 - 13 Uhr • **Druck:** c. a. press, Esch • **Einzelpreis:** 1,90 € • **Abonnements:** 52 Nummern kosten 80 € (Ausland zzgl. 28 €); StudentInnen und Erwerbslose erhalten eine Ermäßigung von 35 € • **Konto:** CCPL IBAN LU18 1111 1026 5428 0000 (Neu-Abos bitte mit dem Vermerk „Neu-Abo“; ansonsten Abo-Nummer angeben, falls zur Hand) • **Anzeigen:** Tel. 29 79 99-10; annonces@woxx.lu; Espace Régie, Tel. 44 44 33-1; Fax: 44 44 33-555 • **Recherchefonds:** Spenden für den weiteren Ausbau des Projektes auf das Konto CCPL IBAN LU69 1111 0244 9551 0000 der „Solidaritéit mam GréngeSpoun asbl“ sind stets erwünscht. Bitte keine Abo-Gelder auf dieses Konto • **Post-Anschrift:** woxx, b.p. 684, L-2016 Luxembourg • **Büros:** 51, av. de la Liberté (2. Stock), Luxembourg • **E-Mail:** woxx@woxx.lu • **URL:** www.woxx.lu • **Tel.** (00352) 29 79 99-0 • **Fax:** 29 79 79